

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/CZE/3

G/SCM/Q1/CZE/3

13 avril 1999

(99-1478)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par la TURQUIE concernant la notification de la RÉPUBLIQUE TCHÈQUE¹

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 1999.

1. Les autorités tchèques pourraient-elles expliquer ce qu'elles entendent par "la justification de la demande" à l'article 8 2) j)?
2. Les autorités tchèques pourraient-elles préciser, aux fins de l'article 11 de la loi, si le gouvernement du Membre exportateur est réputé partie à l'enquête?
3. Il est dit, à l'article 12 1) de la loi, que les parties à l'enquête ont l'obligation de fournir les renseignements requis. Quelles conséquences le non-respect de cette obligation peut-il entraîner?
4. Il est précisé, à l'article 14 de la loi, que les lois régissant le secret de fabrique, le secret des affaires, le secret professionnel et le secret d'État ne sont pas affectées par la disposition sur la confidentialité. Par comparaison avec l'article 6.5 de l'Accord, ces exceptions ne sont-elles pas d'application trop vaste et n'affaiblissent-elles pas les principes de base de l'Accord, en ce qui concerne la question de la confidentialité des renseignements?

¹ G/ADP/N/1/CZE/2.